

6.4

Sanctions administratives pécuniaires

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
AKITA DRILLING LTD.	20120024941-1	2012-12-07	400,00 \$

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
CHATEAU JANEVILLE APARTMENT PROJECT	20120024937-1	2012-12-07	200,00 \$
CMQ RESOURCES INC.	20120024954-1	2012-12-07	200,00 \$
CORPORATION GOLD TREEGENIC	20120024952-1	2012-12-07	200,00 \$
ELEMENT FINANCIAL CORPORATION	20120024961-1	2012-12-07	100,00 \$
FONDS COTE 100 EXCEL	20120024948-1	2012-12-07	200,00 \$
FONDS COTE 100 GRANDES SOCIETES CANADIENNES	20120024949-1	2012-12-07	200,00 \$
FONDS COTE 100 PREMIER	20120024940-1	2012-12-07	200,00 \$
FONDS COTE 100 REA II	20120024942-1	2012-12-07	200,00 \$
FONDS COTE 100 REVENU	20120024950-1	2012-12-07	200,00 \$
FONDS COTE 100 US	20120024944-1	2012-12-07	200,00 \$
FONDS DE CROISSANCE DE CAPITAL AMERICAIN OMEGA ADVISORS	20120024958-1	2012-12-07	200,00 \$
GISEMENTS PETROLIERS DE CONTROLE BRITANNIQUE LTEE	20120024962-1	2012-12-07	200,00 \$
LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20120024939-1	2012-12-07	200,00 \$
MARQUEST CANADIAN EQUITY INCOME FUND	20120024960-1	2012-12-07	200,00 \$
MATAMEC EXPLORATIONS INC.	20120024947-1	2012-12-07	200,00 \$

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
MITEC TELECOM INC.	20120024943-1	2012-12-07	300,00 \$
PARCS COMMEMORATIFS BLUE ZEN INC.	20120024959-1	2012-12-07	200,00 \$
PORTEFEUILLE MERITAGE MODERE	20120024955-1	2012-12-07	100,00 \$
RAVENSOURCE FUND	20120024946-1	2012-12-07	400,00 \$
RESSOURCES CALDERA INC.	20120024938-1	2012-12-07	200,00 \$
SCORE TRUST	20120024953-1	2012-12-07	200,00 \$
SHOPMEDIA INC.	20120024957-1	2012-12-07	200,00 \$
TWIN BUTTE ENERGY LTD.	20120024945-1	2012-12-07	1 800,00 \$
WHITEMUD RESOURCES INC.	20120024956-1	2012-12-07	10 000,00 \$

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
-----------------	----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
------------------------	-----------------	---------------------	-------------------------	------------------------------------	-----------------------

Aucune information